

Thème 1

**La France dans la
Seconde Guerre
mondiale**

Introduction

Au changement de millénaire, la Seconde Guerre mondiale, qui a pesé sur toute la deuxième moitié du XX^e siècle, est en train de s'estomper dans l'Histoire. Pourtant, des séquelles du conflit occupent encore souvent les gros titres des médias. Le but de cet ouvrage est donc d'offrir, d'une façon structurée, les connaissances essentielles pour mieux comprendre cette période difficile.

La France dans la Seconde Guerre mondiale est présentée ici en trois grandes parties : la « France vaincue », la « France soumise » et la « France combattante ».

La « France vaincue » débute par un tableau du pays en 1939 (ch. 1), destiné à expliquer comment, par une série d'abandons et d'imprévoyances, la nation s'est laissée dominer dans presque tous les domaines, et engage le combat en position de faiblesse.

Le chapitre 2, la « drôle de guerre », peut s'intégrer dans une perspective plus large, et montre les origines de la défaite qui suit. Cette « débâcle » (ch. 3), donne lieu à un débat de fond : fallait-il ou non demander l'armistice ?

La « France soumise » est celle de ceux qui préfèrent composer avec le vainqueur, et sont entraînés à une vassalisation toujours plus grande. Ils sont donc « soumis » au Reich et, comme ils profitent de la défaite pour abolir la démocratie, ils « soumettent » le peuple français, attaché à certaines valeurs. Le chapitre 4, le « régime de Vichy », montre les origines du nouveau pouvoir (refus de 1789, rejet de la déchristianisation, antisémitisme réveillé par l'affaire Dreyfus,...), la suppression de la République, et la mise en place d'une dictature raciste et xénophobe. La « Révolution nationale » (ch. 5) étudie les réformes vichystes, vite entravées par les événements. Quant au chapitre 6 (la collaboration) il soulève le problème le plus délicat sur cette période, celui qui alimente encore maintes polémiques. Il s'agit ici d'apporter quelques éléments, afin d'aller un peu plus loin que les clichés présentant soit un « Vichy bloc homogène de traîtres fascistes », soit un « Vichy modéré entraîné malgré lui sur une pente glissante ». Le chapitre 7 évoque une autre « France soumise », celle des Français aux prises avec la dureté des temps.

La « France combattante » est celle de tous ceux qui rejettent défaite et soumission. C'est d'abord la « France libre » (ch. 8), née de l'action du général de Gaulle, qui réussit à se transformer en un véritable pouvoir, capable de diriger le pays à la fin de 1944, tout en ayant pesé suffisamment dans les combats pour que la France figure aux côtés des Alliés à la fin de la guerre. Mais c'est aussi la « résistance intérieure » (ch. 9), née de volontés éparses, structurée peu à peu malgré ses divisions, et qui joue un grand rôle dans la défaite allemande. Le livre s'achève sur la « libération » (ch. 10), sur les combats des Français anonymes, sur ceux de l'armée reconstituée, et sur l'action politique du GPRF, qui assure le lien avec la France de l'Après-guerre, objet d'un autre ouvrage de la collection.

Important : les astérisques* renvoient au glossaire et/ou aux biographies à la fin de ce dossier.

1. La France en 1939

Évoquer « la France en 1939 » revient à étudier, avec la déclaration de guerre, l'état du pays quand s'ouvre le conflit, en le comparant à son adversaire principal, l'Allemagne. Or, beaucoup de paramètres sont en défaveur de la France, ce qui explique en partie la défaite.

I. De profondes faiblesses structurelles

A. Une économie pousrive

La France présente des archaïsmes : son agriculture (37 % des actifs) reste routinière, et, pour son approvisionnement, le pays compte sur les colonies et les importations, position difficile en cas de guerre, tandis que l'Allemagne pratique rationnement et autarcie depuis 1936. L'industrie reste aux mains de petites entreprises peu dynamiques et peu novatrices, et même les grandes firmes françaises sont de taille modeste face aux cartels allemands (la capitalisation boursière de Saint-Gobain n'est que le quinzième de celle d'I. G. Farben).

La production est souvent inférieure à celle du Reich : près de quatre fois pour la houille et l'acier, de moitié pour les automobiles, et, dans le domaine de l'armement, la supériorité allemande est écrasante.

La France, touchée par la crise de 1929, n'est pas encore remise : la production n'a pas retrouvé le niveau de 1930, la balance des paiements reste négative, tandis que 20 % des exportations se font dans les colonies. Le Reich, à l'inverse, a accru sa production de 24 % depuis 1931, avec une balance largement positive.

B. Une démographie languissante

Les « classes creuses » liées au déficit de naissances pendant la Première guerre mondiale arrivant à l'âge du mariage, la France présente, à partir de 1935, un accroissement naturel négatif (taux de natalité = 14,5 ‰, taux de mortalité = 15,5 ‰), malthusianisme aggravé par les difficultés économiques.

Les moins de vingt ans ne représentant plus que 30 % de la population, l'armée française est donc plus « vieille » que l'allemande, et doit compter sur ses troupes coloniales. La France ne maintient sa main-d'œuvre que grâce à l'immigration : pour 42 millions d'habitants, la moitié de la population du Reich de 1939, elle compte 2,2 millions d'étrangers.

C. Un système politique déconsidéré

Proclamée le 4 septembre 1870, la III^e République, organisée par les lois constitutionnelles de 1875, est un régime discuté. Le pouvoir exécutif y est faible, d'autant plus que Lebrun*, président de la République depuis 1931, est très effacé. Les gouvernements, dont la durée moyenne est de six mois, peuvent être

renversés facilement par les députés, et sont obligés à toutes les compromissions. Accepté par l'assemblée du Front populaire, élue en 1936 avec deux tiers de députés de gauche, le gouvernement Daladier*, à la coloration radicale et modérée, dure depuis avril 1938.

Si beaucoup réclament des modifications constitutionnelles, des groupes s'en prennent directement au régime, qu'ils ont failli renverser lors des émeutes du 6 février 1934. « L'Action française » est royaliste, « les Ligues » rêvent d'un régime autoritaire de type fasciste, et, depuis 1935, certains appellent à une dictature du maréchal Pétain*. Face à cette république fragile, se dresse la dictature nazie, soutenue, en 1939, par une majorité des Allemands.

II. Une position stratégique compromise

A. La perte des garanties du traité de Versailles

Signé le 28 juin 1919, le Traité accordait à la France des « réparations », dont le montant fut fixé au début des années 1920. En 1923, les Français avaient occupé la Ruhr pour obtenir leur versement. Mais ils ont par la suite accepté les plans Dawes (1924), et Young (1929), qui aménageaient la dette allemande, sa suspension par le « moratoire Hoover » de 1931, et sa suppression, à la Conférence de Lausanne, en 1932.

La France a laissé réarmer l'Allemagne, clandestinement, puis, après la fin des contrôles en 1927, de plus en plus ouvertement. Après l'échec de conférences sur le désarmement en 1933, elle s'est contentée de protestations, même lorsque les Anglais ont accepté la renaissance de la *Kriegsmarine* (accord naval anglo-allemand de 1935), et lorsque Hitler a rétabli le service militaire en mars 1935.

Elle a, malgré la menace allemande croissante, mais comme prévu par le Traité, retiré ses troupes de la zone tampon de Rhénanie, sa meilleure sécurité, entre 1925 et 1930. Le 13 janvier 1935, lorsque les Sarrois eurent à choisir entre France et Allemagne, le gouvernement français s'abstint d'influencer le vote, laissant le Reich déchaîner sa propagande et présenter le résultat (88 % pour l'Allemagne) comme une grande victoire.

Le 7 mars 1936, Hitler a remilitarisé la Rhénanie, en violation du traité de Versailles, et débuté la construction d'une ligne fortifiée sur la frontière française, la *ligne Siegfried*. La France s'est contentée de molles protestations, n'a pas osé intervenir militairement, alors que l'équilibre des forces était encore en sa faveur. Il en est de même lorsque Hitler annexe l'Autriche, toujours en violation des traités, le 12 mars 1938. D'autant qu'Hitler déclenche habilement ses actions en période électorale...

B. La décomposition des alliances françaises

La France avait établi un « Cordon sanitaire » autour de l'Allemagne, par des accords avec la Belgique (1920), la Pologne (1921), la Tchécoslovaquie (1924) et la Roumanie (1926). Elle avait aussi favorisé des accords entre ses satellites d'Europe centrale : c'était la « Petite Entente ».

À partir de 1926, la France a laissé l'Italie fasciste s'immiscer en Europe centrale (accords italo-roumain, italo-albanais, italo-hongrois). Après que Briand, homme de paix, a signé le Pacte de Locarno en 1925, où plusieurs pays, dont

l'Allemagne, reconnaissent les frontières de leurs partenaires, elle a laissé Berlin signer des accords avec l'URSS et la Pologne. La France a même parrainé l'entrée de l'Allemagne à la SDN en 1926...

Après 1935, Hitler a réussi à détacher l'Italie des démocraties : « axe Rome-Berlin », en 1936, « pacte *Antikomintern* » (avec le Japon puis l'Espagne), « pacte d'Acier », en mai 1939. Le 23 août 1939, l'URSS, que la France courtisait depuis 1935, (date de la signature d'un vague pacte franco-soviétique) signe le « pacte germano-soviétique » avec partage secret de la Pologne.

En 1938, outre la Grande-Bretagne, la France ne peut plus compter que sur la Tchécoslovaquie. Mais après des revendications de Hitler sur le territoire tchèque des « Sudètes », où vivent de fortes minorités allemandes, elle cède, pour éviter la guerre, à la Conférence de Munich, le 29 septembre 1938. D'où l'expression « esprit munichois » pour qualifier qui recule devant les menaces nazies. Les Sudètes et leurs fortifications sont cédées au Reich, et l'armée tchèque se décompose : en mars 1939, Hitler occupe sans combat et sans réaction française la région de Prague.

III. La France en guerre

A. La déclaration de guerre

Le gouvernement français, qui n'a pas défendu son allié tchèque, va cependant se porter au secours de la Pologne, qui, sous l'impulsion de Beck, son ministre des Affaires étrangères, cherche à se rapprocher de l'Allemagne depuis 1926. Dès mars 1939, Hitler a multiplié les critiques envers les Polonais, réclamant la « ville libre » de Dantzig (sous mandat de la Société des Nations), et le « corridor », territoire polonais qui coupait le Reich en deux. Tout en mobilisant ses troupes (l'ordre d'attaquer le 1^{er} septembre date du 3 avril 1939), l'Allemagne s'assure la complicité soviétique le 23 août.

La France essaie encore de négocier, lorsque la Grande-Bretagne, décidée à ne plus reculer, donne sa garantie à Varsovie le 25 août 1939. La mobilisation française, commencée mollement le 25 août, est simplement accélérée (affichage le 2 septembre), et des crédits sont votés par la Chambre, non pour « la guerre », mais pour « faire face à la situation internationale ». Daladier croit encore à la médiation italienne lorsque Londres déclare la guerre à Berlin le 3 septembre à 11 heures. La France suit, à 17 heures. Contrairement à ce qu'exige la Constitution, le Parlement n'a pas été consulté.

B. Les forces en présence

En nombre, les Alliés sont un peu supérieurs aux Allemands (110 divisions contre 103, 2,8 millions d'hommes contre 2,6), mais l'équipement et l'état d'esprit sont en leur défaveur. Commandés par le timoré Gamelin^{*}, ils sont encore crispés sur les conceptions de 1918, et retranchés derrière la « ligne Maginot ».

L'artillerie franco-anglaise peut faire illusion, mais les chars, en nombre équivalent à ceux du Reich (environ 3 000), sont disséminés, voués au seul appui des fantassins. Les *Panzerdivisionen* allemandes sont au contraire autonomes et très mobiles, et s'aguerrissent contre la Pologne. Le colonel de Gaulle^{*}, prônant la création de divisions blindées, avait réussi à y intéresser Reynaud^{*} en 1937. Mais,

après la publication de livres jugés iconoclastes (*Au fil de l'épée* en 1932, *Vers l'armée de métier* en 1934, *La France et son armée* en 1938), de Gaulle a perdu l'appui de Pétain, et n'est plus écouté par le sérail militaro-politique.

La Luftwaffe surpasse largement l'aviation alliée, par le nombre (3 200 appareils contre 2 600), la qualité du matériel, et l'utilisation. Avec le char, dans le cadre du *Blitzkrieg* allemand, l'avion est chargé de terroriser les populations, de désarticuler la troupe ennemie, et de désorganiser ses communications. La domination alliée est par contre écrasante sur mer, et le Reich ne peut compter que sur ses sous-marins (U. Boote) pour briser le blocus, établi dès le 3 septembre.

C. Le début des polémiques

Avant les premiers combats, la controverse fait rage, illustrée par un article de Déat* en mai 1939 : faut-il *Mourir pour Dantzig* ? Celui-ci jugeait inopportun d'entrer en guerre sous ce qu'il considérait être la pression anglaise, pour protéger un pays éloigné géographiquement et diplomatiquement. Certains ont d'ailleurs présenté l'Angleterre comme « responsable » de la guerre... Certes, il aurait mieux valu tenter d'arrêter les nazis, avec davantage de chances de succès, en 1936 ou 1938. Mais fallait-il pour autant céder à Hitler en 1939 ? Il en aurait vraisemblablement profité pour se renforcer, avant de présenter d'autres exigences...

On ne peut accuser les dirigeants français de s'illusionner sur leurs forces. Dès 1938, Vuillemin, chef de l'aviation, avait prévenu des insuffisances, et on savait que la production des usines d'armement déclinait depuis le début 1939. Mais l'État-major a confiance en la solidité de la ligne Maginot, pense que le blocus étouffera le Reich, et est certain que la population allemande est au bord de la révolte¹. On croit à l'alliance avec l'Italie, à une brouille Staline-Hitler, et au matériel venu des États-Unis. Le 20 janvier 1940, l'amiral anglais Keyes pense que « la guerre (peut être) finie dans six mois² ».

1. P. de Villelume, *op. cit.*, plusieurs mentions.

2. P. de Villelume, *op. cit.*, p. 163.

2. La « drôle de guerre »

Après avoir montré que la France de 1939, si elle commence la guerre en état d'infériorité, pense néanmoins avoir des chances de l'emporter, on évoquera la période d'attente, de septembre 1939 à mai 1940, appelée « drôle de guerre », essentielle pour la compréhension du désastre qui va suivre.

I. Le « front » ouest

A. L'abandon de la Pologne

Dès le 4 septembre 1939, une offensive pour prendre le Reich à revers était réclamée par les Polonais. Mais l'état-major français se leurre. Il estime que l'armée polonaise peut aligner quatre-vingts divisions — alors qu'une vingtaine est opérationnelle —, qu'elle est dotée d'une force aérienne et mécanique — alors que Varsovie ne dispose que de quelques chasseurs et chars démodés. Cela face à soixante divisions allemandes dont six blindées, et à une puissante Luftwaffe. Tout à sa stratégie défensive, combinée à une indécision chronique, Gamelin prend prétexte de cette prétendue puissance militaire, puis de l'invasion soviétique en Pologne le 17 septembre, pour abandonner les Polonais.

On ne veut pas croire que les Allemands ne disposent face à la France que d'un rideau de troupes, et on ignore que la ligne Siegfried est inachevée. On pourrait attaquer le Reich par la Belgique, mais la France a promis, le 28 août 1939, de respecter les frontières belges. Les troupes belges sont orientées d'ailleurs face à la France comme face à l'Allemagne. Gamelin se contente donc de lancer une timide offensive en Sarre le 7 septembre, interrompue le 9. Quant à la RAF, elle n'envoie que des tracts sur le Reich, de peur de bombardements de représailles.

B. L'immobilisme

Le 30 septembre, les Français évacuent la Sarre, et les quelques derniers observateurs en sont chassés le 16 octobre. Gamelin abandonne même Forbach, en pointe chez l'ennemi. L'activité se limite alors à de rares duels d'artillerie, à de l'observation aérienne, et à la capture de patrouilles. Les Alsaciens et les Lorrains, jugés trop exposés, sont évacués dans le Sud-Ouest, où leurs rapports avec les autochtones, pour des raisons de mode de vie et de langue, sont parfois difficiles.

Sur le terrain, un *modus vivendi* s'établit, chacun évitant toute provocation. On verra même des officiers se plaindre à l'ennemi de ce que l'on a tiré sur leurs hommes ! Mais, contrairement à la Première Guerre mondiale, les cas de fraternisation sont rarissimes.

C. Deux stratégies opposées

La France évite le combat pour limiter les pertes et ne pas rendre la paix impossible. Elle attend des modifications d'alliances, la révolution en Allemagne, les effets du blocus, l'entrée en guerre des Américains, etc. Cette attitude passive et timorée n'aurait de sens qu'avec un adversaire dans le même état d'esprit.

Or le Reich guette sa proie, attend l'occasion favorable, retardée à l'automne par la pluie, puis par un hiver rigoureux. En mars 1940, Hitler a l'intuition d'accepter le plan proposé par le général Von Manstein, consistant à percer à Sedan dans le dos d'une armée française attirée aux Pays-Bas. Et, tandis que les Français sombrent dans l'ennui, les Allemands figent leur dispositif.

II. Les conflits périphériques

A. La guerre sur mer

Attentistes sur terre, les Alliés sont très actifs sur mer. La guerre navale permet le blocus du Reich, est une riposte aux accusations d'immobilisme, et assure de faciles victoires, compte tenu de l'immense supériorité alliée. Comme le prétend une fameuse affiche du printemps 1940, montrant les empires coloniaux français et anglais et les mers en leur pouvoir : « nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ».

Tandis que les U. Boote coulent les premiers navires alliés (le paquebot *Athenia* le 3 septembre à 21 heures), la flotte française, puissante et moderne, commandée par l'amiral Darlan*, seconde les Anglais dans la chasse aux navires allemands. Les épisodes les plus fameux sont la destruction du *Graf Spee*, en Amérique du sud, le 17 décembre 1939, et la capture, près de la Norvège, en février 1940, de l'*Altmark*, transportant des marins anglais prisonniers.

B. Des projets avortés

Réédition d'opérations de la Première Guerre mondiale, un projet d'attaque par les Balkans et le port grec de Salonique est mis sur pied, et une « armée du Levant » constituée, sous les ordres de Weygand*. Mais la crainte d'indisposer l'Italie et nos lacunes en matériel font échouer le projet. On évoque même une attaque franco-turque contre l'URSS, et le bombardement des puits de pétrole du Caucase.

Le 30 novembre 1939, l'URSS attaque la Finlande. Le 19 décembre, il est question d'aider les Finlandais, puisque les Soviétiques sont alliés à Hitler. Daladier craint également que Russes et Allemands mettent la main sur les mines de fer suédois, rendant caduc le blocus. Mais, on multiplie les tergiversations : on envisage d'envoyer des Polonais, des « volontaires », d'avoir l'appui de la SDN, et on prépare très lentement le corps expéditionnaire du général Audet, qui se trouve encore à l'entraînement lorsque la Finlande se plie aux conditions soviétiques, le 12 mars 1940.

C. La guerre en Norvège

Le 9 avril 1940, les Allemands attaquent Danemark et Norvège. Leur but est de contrôler le port de Narvik, par où transite le fer suédois. Hitler a également